

Les difficultés de la majorité dans l'opinion

Les trois erreurs de la gauche

Devant leur chute brutale enregistrée par les sondages, les dirigeants de la gauche commettent souvent trois erreurs parfois contradictoires : la minimiser, l'imputer à un simple durcissement du climat politique, vouloir la corriger en allant « à gauche toute ».

par Jérôme Jaffré

La première erreur, qui pourrait être commise à l'Elysée, est de contester le recul en comparant la cote du président à celle des autres leaders politiques. La vérité est qu'en quatre mois, François Mitterrand a perdu neuf points de confiance et le Parti socialiste sept points de bonnes opinions. Entre septembre 1989 et mai 1990, la proportion de Français qui approuve l'action du gouvernement a chuté de quatorze points. Dans la chronologie, le congrès de Rennes a joué un rôle déclencheur essentiel dans ce recul. C'est juste après son déroulement que les courbes s'inversent même si les motifs de frustration et de mal-être lui sont bien antérieurs.

Dans l'opinion publique, la situation de François Mitterrand est devenue préoccupante à plusieurs égards. Tout d'abord, le président souffre d'un décalage considérable entre l'image et l'action. L'image demeure bonne - sur ce point, les propos tenus à Solutré sont exacts : les baromètres qui sont les plus axés sur ce critère, celui de la SOFRES qui mesure la confiance et celui de BVA qui enregistre les bonnes opinions, sont toujours supérieurs à 50 % de réponses positives.

En revanche, le décalage est impressionnant avec la satisfaction, qui porte bien davantage sur l'action menée. Au dernier baromètre de l'IFOP, le président ne recueille sur ce critère que 35 % de réponses positives. L'écart traditionnel entre image et action est considérablement accru. Jamais, depuis douze ans qu'on le mesure, il n'a été aussi important. Il était en moyenne de huit points sous M. Giscard d'Estaing, de neuf points durant la première législature de la gauche et de deux points sous la cohabitation. Au cours de l'année qui vient de s'écou-

ler, il a été de quinze points. En second lieu, le président de la République est à un niveau de popularité très inférieur à celui de ses prédécesseurs au même terme de leur mandat (voir tableau 1).

Seul Mitterrand I se situe à un niveau inférieur à Mitterrand II. Mais, il y a exactement sept ans, les sondages enregistraient la chute de popularité consécutive à la troisième dévaluation et au second plan de rigueur. Aucun événement de cet ordre n'explique le médiocre score actuel : le moral des Français n'a pas cessé de s'améliorer au cours des dernières années, la situation de l'économie n'est plus jugée mauvaise, le lien traditionnel entre moral et popularité, entre état de l'économie et satisfaction est rompu.

Déficit dans l'électorat populaire

Enfin, si le président est fortement touché, son premier ministre est, pour sa part, assez bien préservé. Aux neuf points de confiance perdus en quatre mois par M. Mitterrand s'opposent les trois petits points perdus dans le même laps de temps par Michel Rocard. Certes, le premier ministre souffre d'un décalage encore plus accentué entre l'image et l'action mais il parvient à conserver intact son très fort capital de popularité personnelle après deux années passées à l'Hôtel Matignon. Le lien traditionnel de hiérarchie et d'évolution parallèle entre le président de la République et le premier ministre est rompu, plus qu'il ne l'a jamais été jusqu'à présent, y compris sous Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas. On comprend qu'un tel phénomène soit de nature à altérer les relations au sein de l'exécutif.

La seconde erreur, qui pourrait être commise à l'Hôtel Matignon, consiste à imputer cette baisse de popularité à un simple durcissement du climat politique. En réalité, si l'on examine les évolutions non pas sur un ou deux mois mais en prenant davantage de recul, on constate un impressionnant déficit de l'électorat populaire (voir tableau 2). En dix-huit mois, le gouvernement n'a perdu que un point de popularité chez les cadres, trois chez les personnes travaillant à leur compte, six

parmi les électeurs de Chirac du 8 mai 1988 et il en a gagné sept chez les personnes disposant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 F. Parallèlement, la baisse est de vingt-quatre points chez les employés, vingt chez les ouvriers, vingt et un chez les salariés du secteur public, dix-neuf chez les personnes à faible revenu, quatorze enfin parmi les électeurs de M. Mitterrand au second tour de la présidentielle.

La distance qui sépare les catégories populaires des catégories les plus élevées est telle qu'elle donne au gouvernement socialiste des allures sociologiques de parti du centre-droit. L'écart entre ouvriers et cadres était de 9 points en décembre, il atteint désormais vingt-huit points. Entre les personnes d'instruction primaire et supérieure, il est passé de trois à treize points, entre les revenus les plus modestes et les plus aisés de deux à vingt-huit points.

S'il n'est pas résorbé, ce déficit populaire aura des effets électoraux désastreux pour la gauche aux élections législatives de 1993, ne serait-ce que parce que le poids statistique des catégories populaires est beaucoup plus important que celui des catégories les plus instruites ou les plus aisées. En cas d'élections législatives, les socialistes sont crédités de 28 % des suffrages exprimés contre 37,5 % obtenus dans les urnes en juin 1988. Le recul est de 9 points chez les cadres, professions intermédiaires et employés et il atteint seize points chez les ouvriers.

L'erreur d'un « virage à gauche »

La troisième erreur, qui pourrait être commise au siège du Parti socialiste, consiste à vouloir répondre au déficit populaire par un virage « à gauche toute ». Or, l'état de l'opinion n'autorise nullement une telle interprétation. Dans le vocabulaire des Français et aussi chez les électeurs socialistes, les mots « changement » et « réforme » sont fortement dévalorisés. Ils ne recueillent respectivement que 7 % et 8 % de jugements positifs parmi les sympathisants du PS. Dans les reproches adressés au gouvernement, les ouvriers ne citent qu'à

14 % l'absence de volonté de transformation de la société et à 6 % l'insuffisance des réformes.

Moins des tiers de l'électorat socialiste (29 % exactement) réclame une politique plus à gauche. Moins de la moitié, selon l'enquête Figaro-RTL-SOFRES du mois d'avril, se prononce pour une véritable politique de réformes : il n'y a que 36 % d'électeurs socialistes pour être favorables à la prise en compte de l'outil de travail dans l'ISF ou 43 % pour demander une forte augmentation des droits de succession pour les héritages supérieurs à 1 million de francs.

François Mitterrand et Michel Rocard se trouvent confrontés à une demande d'opinion qui ne s'exprime pas en souhaits de grandes réformes ou de coup de barre à gauche. Plus prosaïquement, les reproches portent sur le discrédit de l'action politique dont, après neuf ans au pouvoir, les socialistes ne sont plus préservés ; sur l'attitude du président qui, ayant recueilli les profits de la cohabitation, paraît trop souvent se comporter en arbitre, voire en observateur ; sur l'insuffisance de l'amélioration des conditions de vie alors que l'économie, dit-on partout, est repartie. Enfin, la base électorale du gouvernement actuel, limitée pratiquement au seul Parti socialiste, réduite à moins d'un tiers des suffrages, paraît trop étroite dans un système politique fragilisé et émetté.

L'exécutif doit donc répondre à une double demande sociale et politique. Sur les inégalités, les attentes ne portent pas sur l'héritage ou les patrimoines mais sur l'amélioration des conditions de vie des classes populaires et moyennes. Sur la vie démocratique, la tâche, qui devrait intéresser tous les partis, est de réhabiliter l'action politique. Sur les institutions, on attend du couple président-premier ministre qu'il fonctionne en tandem et que le président ne soit pas un aiguillon mais un chef. Enfin, les électeurs, et au premier chef les socialistes, rêvent toujours d'une ouverture vers les centristes mais aussi vers les écologistes.

► M. Jérôme Jaffré est vice-président de la SOFRES.

TABLEAU 1

La popularité des présidents de la V^e République après deux ans de mandat

	Satisfaits	Mécontents	Sans opinion	
De Gaulle I	100 %	63	29	8
De Gaulle II	100 %	58	32	10
Pompidou	100 %	63	22	15
Giscard d'Estaing	100 %	53	37	10
Mitterrand I	100 %	33	50	17
Mitterrand II	100 %	35	44	21

(Source : Enquêtes IFOP pour le Journal du dimanche.)

TABLEAU 2

Le recul de popularité du gouvernement Rocard depuis décembre 1988

(Approuve l'action du gouvernement en %)	Déc. 1988	Mai 1990	Evolution
ENSEMBLE DES FRANÇAIS	56	42	- 14
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE			
- Agriculteur	33	34	+ 1
- Commerçant, artisan, industriel	43	29	- 14
- Cadre, profs. intellectuelle sup.	65	64	- 1
- Profession intermédiaire	55	48	- 7
- Employé	65	41	- 24
- Ouvrier	56	36	- 20
- Inactif, retraité	59	41	- 18
SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'INTERVIEWÉ			
- Travaille à son compte	41	38	- 3
- Salarié du secteur public	65	44	- 21
- Salarié du secteur privé	59	46	- 13
NIVEAU D'INSTRUCTION			
- Primaire	59	39	- 20
- Secondaire	55	42	- 13
- Technique, commercial	49	39	- 10
- Supérieur	62	52	- 10
NIVEAU DE REVENUS MENSUELS DU FOYER			
- Moins de 5 000 F	55	36	- 19
- De 5 001 à 10 000 F	59	42	- 17
- De 10 001 à 20 000 F	62	47	- 15
- Plus de 20 000 F	57	64	+ 7
VOTE AU 2^e TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1988			
- F. Mitterrand	76	62	- 14
- J. Chirac	30	24	- 6

Source : enquête SOFRES pour le Figaro.

L'avenir de l'opposition

M. Carignon se prononce pour un « rassemblement » républicain contre le FN

L'opposition s'interroge à la fois sur son avenir et sur la position à adopter face au Front national. Alors que la première convention des élus du mouvement de la Force unit, favorable à une formation unique de l'opposition, se réunissait samedi 9 et dimanche 10 juin à Paris, M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble et signataire de l'appel du mouvement, s'est déclaré favorable à la constitution d'un « front républicain » pour contrer le Front national.

« Ce n'est ni de Force unie ni de confédération que notre pays a besoin. (...) Il y a urgence à rassembler ceux qui ne veulent pas se résoudre à être la ligne Maginot des valeurs républicaines », estime M. Carignon dans *Liberation* (daté 9 et 10 juin). « Il importe de surprendre rapidement la frilosité des équipes anciennes arc-boutées sur leurs acquis. En clair, j'en appelle à un rassemblement de tous les démocrates, quel que soit leur parti, à l'exclusion des extrêmes », ajoute le maire de Grenoble, qui « préfère, s'il le faut, appeler à voter pour des candidats socialistes plutôt que de cautionner de basses complicités d'arrière-boutiques ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est également déclaré, vendredi 8 juin, à Lyon, « prêt à tout faire pour empêcher l'élection de candidats dont les valeurs sont celles de la xénophobie, du racisme et de l'intolérance ». Il a envisagé, des désistements en faveur du « candidat républicain » le mieux placé, fût-il socialiste, « sans qu'il y ait pour autant confusion des politiques ». Hostile à « toute alliance avec le FN », le député de l'Ain, contrairement à M. Carignon, se déclare également opposé « à tout ralliement à un soi-disant Front républicain », « l'une ou l'autre de ces attitudes ne pouvant que renforcer le Front national ».

Le concert de SOS-Racisme sur l'esplanade de Vincennes

Le spleen des « potes »

SOS-Racisme organisait son sixième concert annuel dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 juin sur l'esplanade du château de Vincennes. Il devait être précédé d'un « festival des banlieues ». Le maire de Vincennes, M. Jean Clouet, a protesté, vendredi, contre le choix « obstiné » de cet emplacement par l'organisation antiraciste. Des concerts, retransmis en direct par satellite, devaient se dérouler simultanément à Moscou et à Prague. Une manifestation pour l'abolition de la dette du tiers-monde, organisée par le collectif « Ça suffait comme ça » et soutenue par les organisations et les partis d'extrême gauche et de gauche, dont le PS et le PCF, partie de la place de la Bastille, devait s'achever sur les lieux du concert.

Julien a le spleen. Harlem se veut serein. « SOS » est fébrile. Pour son sixième concert annuel depuis le happening de la Concorde en 1985, l'organisation antiraciste ressemble un peu à un patient qui entre en convalescence. La rumeur court dans Paris : plus personne n'aime SOS-Racisme.

En forme de boutade, un jeune député socialiste, peu soupçonnable d'antipathie vis-à-vis du mouvement, ajoute : « Il ne reste plus que Jean-Louis Bianco, pour soutenir SOS. » Il faut dire que l'histoire prête beaucoup au secrétaire général de l'Elysée, présenté comme le parrain de l'organisation. Le trait du désamour est certainement forcé, mais il est vrai que les coups tombent de partout, et surtout du côté où les « potes » ne les attendaient pas.

Que l'extrême droite voue une haine à SOS-Racisme et à M. Har-

lem Désir, appelé naguère « *Alphonse Bitru* » par M. Jean-Marie Le Pen, c'est le contraire qui eût paru curieux. Que la droite ne l'étreigne pas passionnément, après avoir voulu lui « faire la peau » au moment du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986, cela paraît dans l'ordre des choses. Que la gauche snobe SOS - l'association le lui rend bien depuis son dernier congrès, en avril, - c'est là que les choses se gâtent.

Du coup, l'exubérant Julien Dray est envahi par une mélancolie qui lui ressemble si peu qu'on la croirait feinte. Comme si la mauvaise rumeur, en définitive, ne lui déplaisait pas totalement. « Si le concert est réussi, ça fera une simple photo dans les journaux, et si c'est un bide, on aura droit à de longs commentaires », affirme le député (PS) de l'Essonne, ancien vice-président de SOS et qui se dit aujourd'hui « simple militant », tout en se baptisant « grand frère ».

« Retirer l'eau du bocal de Le Pen »

Il ne l'avait pas vue comme ça, la vie, Julien. Harlem non plus, qui, dans *le Monde* du 18 juin 1988, déclarait : « Dans la période qui vient, croyez-moi, on va avoir besoin de SOS-Racisme. Peut-être plus que jamais. » Deux ans après, certains, dans les rangs socialistes, ne seraient pas mécontents, dit toujours la rumeur, de se débarrasser de l'encumbrante et impatiente organisation.

Par une touchante inversion des rôles, le PCF relève maintenant des « convergences importantes » avec SOS. Il n'est pas si éloigné, le temps où *l'Humanité* voyait en M. Désir un homme de paille et, dans son organisation, un « simple instrument du PS ». D'un jugement à l'autre, il s'est tout simplement développé une brouille entre SOS-Racisme et le pouvoir, qui a atteint

son paroxysme au dernier congrès de l'association, consacrant une rupture avec le gouvernement sur la politique d'immigration.

Une aubaine pour les communistes, qui, dans la foulée de SOS, ont déploré « l'absence de mesures suffisantes du gouvernement pour endiguer le fléau » des exclusions, et du racisme. La nouvelle consigne de cohabitation avec les « potes » a pourtant déjà été enfreinte lors du passage de M. Nelson Mandela à Paris. Agacés d'avoir été éloignés du parvis du Trocadéro, où le dirigeant noir sud-africain rencontrait le président de la République, des éléments de la CGT ont surgi sur les lieux non sans rudoyer quelques jeunes militantes de SOS-Racisme qui brandissaient des pancartes représentant la célèbre petite main.

Dans son rôle de groupe de pression, SOS n'a pas réussi un parcours sans faute. Même si M. Désir se défend d'avoir jamais prôné le « droit à la différence », c'était l'image donnée par son organisation à travers des slogans tels que « *Black, blanc, beur* » ou « *United colors of Montfermeil* ». Le message était bien : « Enrichissons-nous de nos différences ». La position prise par SOS-Racisme au moment de l'affaire du foulard islamique, à l'automne dernier, donnait la même impression, bien que, dès août 1987, Harlem se fût prononcé, à « l'heure de vérité » sur Antenne 2, pour la rénovation des cages d'escalier graffitées et la réparation des ascenseurs déglingués dans les cités HLM.

Fallait-il voir dans ces exemples symboliques un virage vers une conception plus pragmatique de l'intégration ? Battu politiquement sur le terrain du droit à la différence dans l'affrontement sur le foulard, SOS s'est rabattu *illico presto* sur le second thème, dont sa dernière affiche - le ravissant *top model* mexicain Rosie, instal-

lée en France, associé au slogan « nous aimons tous le même pays », - est la meilleure preuve.

Pour autant, les « potes » n'ont pas eu beaucoup plus de chance avec les socialistes dans ce domaine, puisque le droit de vote des étrangers aux élections municipales a été renvoyé aux calendes grecques. M. Désir enrage : « C'est nul, cette attitude du PS. C'est aussi cela qui profite à Le Pen. Il faudrait, quand même, que les partis politiques défendent leur idée de la France. Bientôt, il sera le seul à avoir une idée sur la question ».

Histoire d'amour ratée ? MM. Désir et Dray, chacun à sa manière, affirment que SOS représente la jeunesse, que la jeunesse avait des attentes en l'absence de promesses, et que ces attentes n'ont pas été honorées. Les « potes » sont en colère. Alors, ils ont tiré la sonnette d'alarme, ils ont ralé de plus en plus fort dans les allées du pouvoir, jusqu'à claquer la porte. L'organisation antiraciste a proclamé son indépendance, mais, reflétant probablement l'opinion d'une partie de la droite conservatrice, M. Yvon Briant, président du CNI, n'y a vu qu'un « piège à gogos ».

Il n'empêche que, avec ses quelques dix-sept mille adhérents revendiqués, SOS se lance dans une nouvelle aventure, en se voulant organisation civique pour « enlever l'eau du bocal de Le Pen », dit M. Dray. Pour « le priver de son oxygène », renchérit M. Désir. Moins de strass et de projecteurs : SOS-Racisme veut aller sur le terrain pour s'occuper de tous les exclus, immigrés ou non.

Ce concert du second souffle en forme de fête de *l'Humanité* qui ne dit pas son nom, devait permettre à Julien et à Harlem de voir si la partie est jouable.

OLIVIER BIFFAUD

En Polynésie française

M. Léontieff et M. Vernaudon divorcent... PAPEETE

de notre correspondant

La réconciliation des deux députés non inscrits de la Polynésie, MM. Alexandre Léontieff, président du gouvernement territorial, et Emile Vernaudon, maire de Mahina, spectaculairement proclamée au terme de leur rencontre commune avec M. François Mitterrand, le 31 mai à l'Elysée (*le Monde* du 5 juin), n'aura duré que cinq jours. Revenus à Papeete, les deux hommes ont de nouveau divorcé.

Les membres du « comité de majorité » soutenant l'action de M. Léontieff s'étaient montrés peu enthousiastes, en effet, à l'idée de voir M. Vernaudon retrouver son portefeuille de ministre des postes et télécommunications. Au cours d'une réunion, mardi 5 juin, ils avaient publié, au sujet de cette éventualité, un communiqué indiquant notamment « que la participation à l'action de la majorité doit se faire dans le respect de certains principes : le soutien sans équivoque à l'action du président du gouvernement, qui (...) entend améliorer le statut d'autonomie interne et la représentativité des élus au sein de l'Assemblée territoriale dans le cadre du nouveau découpage électoral des Iles-du-Vent ; le respect des institutions et particulièrement celles de l'Assemblée territoriale et de son président ; la solidarité au sein de la majorité et le respect de ses décisions. » « Ces conditions préalablement acceptées et respectées pourraient alors conduire le comité de la majorité à recevoir, une fois le nouveau statut voté, et le moment venu, M. Vernaudon. »

M. Vernaudon a jugé inacceptables le ton de ce communiqué et les conditions ainsi posées à son retour au sein de l'équipe gouvernementale. Accusant M. Léontieff d'avoir « menti » sur ses intentions réelles lors de ses conversations papiennes. Le maire de Mahina a expliqué, mercredi 6 juin, devant le comité directeur de son parti que sa rupture définitive avec M. Léontieff est désormais consommée. M. Vernaudon a fait savoir qu'il profitera du prochain débat sur la révision du statut du territoire, le 13 juin, au Palais-Bourbon, pour réclamer la dissolution de l'Assemblée territoriale et des élections anticipées.

MICHEL YIENG KOW